

## Table des matières

Le dernier siècle faste du pétrole.....	2
Pétrole: perspectives de cours relevées .....	4
Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 déclare très discrètement l’AIE.....	5
Le froid ravive les risques de panne d’électricité.....	7
Une hausse conjoncturelle du prix des carburants.....	8
Le gaz naturel est-il l’avenir du pétrole ? Bof.....	9
Le baril de nouveau vers les 100 dollars en 2011.....	12
L’Amérique latine gaspille sa rente pétrolière et minière dans un système d’assistance clientéliste.....	13
Pic pétrolier : l’alerte de l’Iran.....	16
Agrocarburants : une nouvelle flèche contre la politique européenne.....	18
Le baril de pétrole à 200 dollars envisagé par Richard Branson.....	20
Une scène d’émeute ordinaire en Grèce.....	21
Une baisse de l’électricité en trompe-l’oeil.....	22
Le pétrole au plus haut depuis deux ans, après chute des stocks américains :.....	23
Paul Krugman et « Le monde fini » dans le New York Times.....	24
2010, année record pour les matières premières.....	25

# Le dernier siècle faste du pétrole

Le pétrole saoudien se raréfie alors que la population mondiale et ses besoins augmentent. Des solutions existent au Canada et au Vénézuéla, mais elles demanderont un investissement considérable.

Les valeurs annoncées des réserves de pétrole fin 2008, par les grands organismes rassemblant les données officielles des compagnies, variaient de 1 200 (source : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ou OPEP) à plus de 1 400 milliards de barils (source : compagnie British Petroleum (BP)). Dans le même temps, certains spécialistes annonçaient des réserves de moins de 1 000 milliards de barils (Association for the Study of the Peak Oil ou Aspo). Ces écarts traduisent-ils des problèmes de définition et donc de classement, de méconnaissance sur les volumes et donc d'erreurs de calcul ou tout simplement d'anticipation par intégration de volumes restant à prouver ?



Ces questions sont primordiales car, au rythme des consommations actuelles en pétrole, la production mondiale pourrait décliner soit en 2010, soit vers 2015 environ et nos besoins en pétrole (carburants ou produits dérivés) ne seraient plus du tout satisfaits.

Quatre fois grand comme la France, mais avec une population inférieure de plus de moitié (23 millions d'habitants), le Royaume d'Arabie Saoudite, producteur de brut depuis 1930, est en possession à lui seul d'un quart des réserves pétrolières de l'ensemble de la planète. Le chiffre officiel donné par les autorités saoudiennes, 264 milliards de barils, est repris par les revues pétrolières faisant référence comme The Oil and Gas Journal.

Il n'empêche, des voix s'élèvent pour le contester, arguant que l'Arabie Saoudite a cessé depuis 1982 de donner des informations permettant de vérifier la situation de ses réserves. Un ancien dirigeant de l'Aramco, la compagnie assurant l'exploitation des champs saoudiens, a ainsi pu déclarer que les réserves réelles du royaume n'atteindraient que 130 milliards de barils.

## L'Arabie Saoudite devrait pouvoir assurer les demandes mondiales pendant les 20 ans à venir

Un financier américain, Matthew Simmons, dans un livre qui, à sa sortie en 2005, fit grand bruit, *Twilight in the Desert* (Crépuscule dans le désert), avance une thèse qui pourrait expliquer ce silence saoudien : en injectant massivement de l'eau dans leurs gisements, afin de maintenir la pression et faciliter l'exploitation, les Saoudiens ont fortement endommagé les structures géologiques mêmes de leurs gisements.

Certains spécialistes croient aussi savoir — sans pouvoir toutefois donner de preuves — que le principal champ du royaume, Ghawar, qui assure plus de la moitié de sa production, serait en phase de déclin très avancé, cinquante ans après sa découverte en 1948, et produirait même plus d'eau que de pétrole, un phénomène caractéristique des gisements en fin de vie. Sa production passée de 125 milliards de barils et sa production de 3,5 milliards de barils en 2009 (plus de 12 % de la production mondiale) font que les doutes sur les réserves de l'Arabie Saoudite nourrissent amplement les débats sur leur état.

Par croisement des informations, les réserves courantes de l'Arabie Saoudite seraient au minimum de 223 milliards de barils et probablement de 235 milliards de barils. Avec ses réserves minima, la mise en production des ressources contingentes, les gains espérés par de meilleurs taux de récupération et les réserves restant à découvrir devraient permettre au Royaume de disposer de 284 à 306 milliards de barils de réserves. Avec ses réserves courantes et futures attendues, ce pays devrait pouvoir assurer les demandes mondiales qui lui seront adressées pendant les 20 ans à venir... à condition que le Royaume le souhaite. Quelle sera la politique menée ? La question est primordiale pour l'ensemble

de la planète. Riyad dispose toujours de l'arme suprême.

### **Le maintien ou l'augmentation de la production se traduirait par un prix du baril entre 60 \$ et 100 \$**

Quoi qu'il en soit, le maintien de la production actuelle de 30 milliards de barils environ ne pourra être obtenu qu'en investissant autant qu'en 2009 (400 milliards de dollars). L'augmentation de la production, bien au-delà des 30 milliards de barils, exigera des investissements non seulement financiers, mais également techniques et humains.

La satisfaction des consommateurs ne pourra se faire que par un développement des importations provenant principalement des pays les plus riches en pétrole conventionnel. Les pétroles lourds extra-lourds et les sables bitumineux vénézuéliens et canadiens permettront de freiner les déclin, mais surtout pourront maintenir une production suffisante au-delà de ce siècle.

En dehors des fluctuations saisonnières ou d'instabilité momentanée, le maintien ou l'augmentation de la production devrait se traduire par un prix du baril entre 60 \$ et 100 \$ (le cours moyen au premier trimestre 2010 se situait aux environs de 65 dollars). Ces évolutions seront nécessaires pour disposer économiquement de plus de pétrole. Ces estimations ne traduisent cependant pas les tensions sur les prix qui pourraient survenir à tout moment.

Enfin, les risques de rupture des approvisionnements en pétrole sont minorés par l'existence de stocks stratégiques dans les principaux pays consommateurs.

Ces stocks permettent de faire face à des ruptures de durée limitée dans l'ensemble à trois mois. Mondialement, le détroit d'Ormuz est et restera la zone de passage la plus importante et la plus sensible où les incidents pourraient très rapidement générer de graves retombées. Au niveau des pays consommateurs, des incidents sur une série d'infrastructures pétrolières pourraient devenir localement plus contraignants.

Pour finir, avec une population mondiale actuelle de 6,9 milliards d'habitants qui s'élèverait, selon les experts, aux environs de 7,7 en 2020, 8,3 en 2030 et de 9,15 milliards en 2050, la disponibilité moyenne actuelle de 710 litres de pétrole par habitant ne pourra être maintenue que partiellement par la mise en production des réserves attendues. Ainsi donc, suivant les réserves et productions attendues, la disponibilité en pétrole par habitant ne cessera pas de diminuer.

# Pétrole: perspectives de cours relevées

Reuters

03/12/2010 | Mise à jour : 17:16

Alors que les cours du pétrole sont proches de 90 dollars le baril, plusieurs banques ont relevé leurs perspectives de cours cette semaine.

J.P. Morgan prévoit ainsi que le baril dépassera 100 dollars au premier semestre 2011, puis 120 dollars avant la fin 2012. Deutsche Bank a également relevé sa perspective, invoquant une reprise de la demande mondiale et une chute des réserves dans les pays développés. La banque allemande prévoit désormais 87,50 dollars par baril pour 2011, contre 80 dollars auparavant, et maintient son objectif à 100 dollars pour 2015.

Goldman Sachs a répété mercredi prévoir un cours moyen de 100 dollars en 2011 et ajouté qu'il devrait atteindre 110 dollars en 2012. Le cours du baril de pétrole brut léger américain a effacé ses pertes vendredi pour revenir aux alentours de 88 dollars, tandis que le baril de Brent, suivant une tendance similaire, a franchi le palier des 90 dollars.

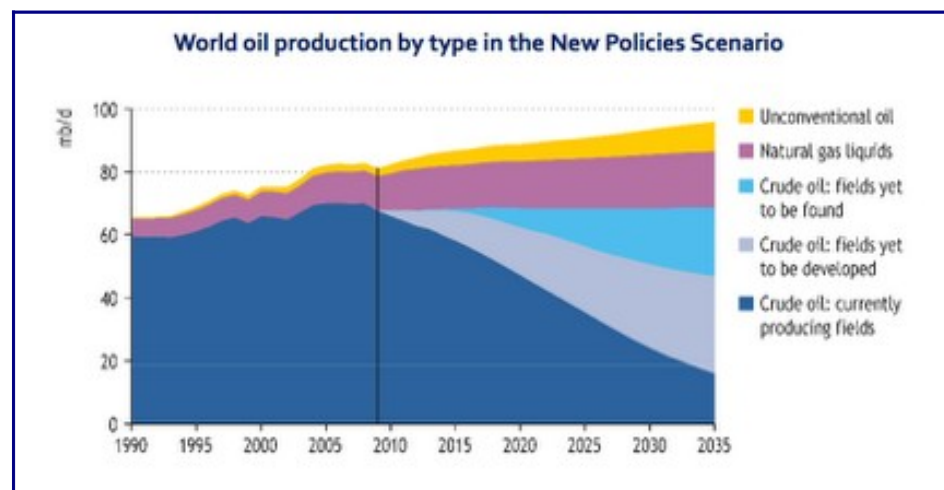
JP Morgan estime que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) n'apportera qu'une réponse très lente à cette hausse des cours. "Nous pensons que l'Opep ne relèvera probablement pas la production avant sa réunion de juin 2011, sauf si les prix continuent à augmenter au-delà des 100 dollars le baril", estiment les analystes de la banque américaine.

# Le pic pétrolier a eu lieu en 2006 déclare très discrètement l'AIE

Le [pic pétrolier](#) du « [pétrole](#) conventionnel » (plafond historique de production) a eu lieu en 2006 selon le rapport annuel de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le *World Energy Outlook 2010 (WEO)* paru en novembre, et pourtant la nouvelle a fait bien peu de bruit.

L'agence Reuters a été un des rares organes de presse à être clair sur l'information.

L'annonce du fait que le pic pétrolier de « pétrole conventionnel » est arrivé, est à rechercher dans le résumé du WEO 2010 au chapitre *Faut-il espérer ou redouter le pic pétrolier ?* En page 7 : *La production de pétrole brut se stabilise plus ou moins autour de 68-69 Mb/j à l'horizon 2020, mais ne retrouve jamais le niveau record de 70 Mb/j qu'elle a atteint en 2006.*



C'est à la fois précis et très discret pour un

événement d'une importance aussi considérable.

(Aller sur le site de l'AIE à la rubrique World Energy Outlook pour télécharger le World Energy Outlook 2010 / version french)

Il faut déjà rappeler que l'appellation « pétrole » peut recouvrir **deux choses distinctes**:

- **Le pétrole « conventionnel »**, celui que nous avons toujours connu (le geyser liquide qui sort du sol).
- Mais l'appellation « **pétrole** » est un terme générique qui recouvre en plus d'autres liquides : les liquides issus de gaz naturel, les pétroles extra-lourds du Canada et du Venezuela, les [biocarburants](#), mais qui ont toujours été marginaux en terme de quantité de production.

## Un petit historique des prévisions de production de pétrole du World Energy Outlook.

Le fait de reprendre l'historique des prévisions depuis 2007 permet de mieux saisir le contexte.

(Pour accéder aux publications antérieures de l'AIE, il faut aller sur le site de l'agence/World Energy Outlook/Publications/sélectionner l'année du WEO/french)

- Le WEO 2007 à la page 4 indique que : *la demande de pétrole atteindra 116 millions de barils/j en 2030 (comme le WEO 2006) et que ipso-facto, cela suggère que la production suive. D'ailleurs en page 5 il est ajouté Les ressources pétrolières sont jugées suffisantes pour faire face à la croissance prévue de la demande d'ici 2030. C'est sans ambiguïté.*
- Pour le WEO 2008 Fatih Birol, le chef économiste de l'AIE donne une interview à Georges Monbiot, un journaliste du journal britannique Le Guardian où il annonce pour la première fois la notion de [plateau de production pour 2020](#), en confirmant le fait que le déclin des principaux champs sera de 6,7 % et non de 3,7 % comme annoncé l'année passée.
- Le WEO 2009 est peu disert mais des [indiscrétions de sources anonymes au sein de l'AIE](#) révélées par le Guardian expriment la plus grande inquiétude quand à produire ne serait-ce que 95 ou 90 Mb/j. Il est ici question de la production de pétrole, tous liquides confondus.

[Une déclaration de David Fyfe](#), un responsable de l'AIE, indiquait au mois d'octobre que « *le marché devrait rester plutôt bien approvisionné jusqu'au milieu de l'année prochaine au moins* » en donnant le chiffre de 88,16 MBj. Si on

croise l'information avec celle de Christophe de Margerie qui déclarait au Financial Times que « [Le monde ne pourra jamais produire plus de 89 Mb/j](#) », cela donne une idée de l'ambiance.

Entre-temps, il y a eu certes eu la révélation plutôt extraordinaire des [gaz non-conventionnels](#) qui multiplie les réserves par cinq. Mais même l'AIE n'attend qu'une aide limitée concernant la liquéfaction dans l'offre globale de pétrole (voir *Natural gas liquids* sur le graphique).

Nous connaissons donc maintenant la date du pic de « pétrole conventionnel », nous attendons maintenant deux choses:

- Le moment où la production sera insuffisante par rapport à la demande
- La date du pic pétrolier global comprenant tous les types de liquides.

Pour aujourd'hui le pic (plafond historique de production) global de production présente toujours une incertitude, on ne sait pas quand il se produira (voir [Genèse crise pétrolière](#)).

La consigne aujourd'hui est clairement de ne pas affoler les marchés, ce qui aurait pour effet de faire basculer aussitôt un certain nombre de pays dans la faillite, et d'autres dans la dépression économique.

La question est : on est prêt à la catastrophe tout de suite, ou on attend un petit peu ?

## La crédibilité des prévisions de production de pétrole conventionnel

Là où cela se complique c'est la crédibilité que l'on peut avoir sur les prévisions, dans la mesure où on ne peut que constater que les rapports se suivent et ne se ressemblent pas.

Les champs à développer et ceux à découvrir illustrés en gris et bleu ciel dans le graphique ci-dessus sont pour l'instant une réalité seulement virtuelle.

Il y a trois choses à prendre en compte :

- L'AIE cite *Le scénario central du WEO 2010 – le scénario « nouvelles politiques »* qui prend en compte les engagements des pays d'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles et de réduction des gaz à effet de serre. Ce scénario **arrive très opportunément** pour faire baisser la demande à un moment où on a de gros doutes sur la capacité de production à l'horizon 2035 et même dans les prochaines années.
- Le fait que les nouveaux champs à explorer et ceux à développer représente un coût, de l'ordre de 26 000 milliards de dollars (1). Or le banquier Jean-François Hémin déclarait dans une interview récente au journal La Tribune que « [La quasi-totalité des acteurs bancaires ont disparu de l'exploration pétrolière](#) ». Pas étonnant quand on sait qu'en 2003, la société de consultants énergétiques Wood Mackenzie notait que, sur 8 milliards investis en recherche de nouveaux gisements par les dix premiers groupes pétroliers, le montant commercial des découvertes n'a pas dépassé les 4 milliards (2).
- Nabuo Tanaka, le directeur exécutif de l'AIE rappelait en mars 2009 [l'urgence des investissements](#), tout comme [Ali Naimi, le ministre saoudien du pétrole](#) la même année

Donc non seulement les capacités de production arrivent à saturation en fonction de la demande, l'argent manque pour effectuer les investissements nécessaires, mais les pétroliers n'ont pas intérêt à vendre aujourd'hui ce qui peuvent vendre le double ou triple du prix demain.

[Jeff Rubin](#), un économiste canadien versé sur la problématique du pic pétrolier souligne également la faiblesse des prévisions de l'AIE dans [un article du Huffingtonpost](#).

Bienvenue sur le site de la Fin du pétrole bon marché : [transition-energie.com](#) !

Sources

(1) WEO 2006

(2) Eric Laurent, « *La Face cachée du pétrole* », Plon, 2006, citant James Boxell, « *Top oil to Recoup Exploration Cost* », New York Times, 10/10/2004.

# Le froid ravive les risques de panne d'électricité

Le froid vif et la neige ont surpris tout le monde par la précocité de leur apparition. La Bretagne qui est la zone la moins bien approvisionnée avec la région Provence Alpes-Côtes d'Azur a même été placée en « alerte rouge » par le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) au début du mois.

## Peur des pannes de courant

Ce ne sont pas moins de [69 % des habitants du Finistère](#) (Bretagne) qui craignent une panne de courant générale, dont 26 % qui redoutent réellement une telle possibilité.

Cette crainte étant partagée par 31 % des Français.

Mais c'est la région Centre qui a été frappée par des pannes électriques, comme 300 clients dans le Loiret et 50 dans le Loir-et-Cher.

## Des importations d'électricité en question pour demain

Le pays a du massivement importer comme d'habitude en périodes de grands froids 6 200 MW, de Belgique et de Grande-Bretagne pour cette année.

[L'année dernière](#) la France avait du importer également 7 300 MW à peu près au même moment.

A chaque période de grands froids le réseau est toujours sur le fil du rasoir. Mais il peut importer parce-que la demande aujourd'hui n'est pas trop forte chez nos voisins.

Si demain, les gens qui se chauffent au fioul, en France et dans les pays qui nous vendent de l'électricité aux périodes de pointe, tirent encore plus sur le système, car tout le monde se réfugiera sur l'électrique, les problèmes arriveront, pour deux raisons :

- Les pays « exportateurs » n'exporteront plus pour garder la production pour la demande intérieure.
- Le [réseau français est déjà vétuste](#) et ne supporterait pas de trop fortes tensions.

(Notons que quand il fait trop chaud, c'est un peu pareil)

Ce sont déjà plus de 70 % des Français qui se chauffent à l'électricité.

Il est donc grand temps d'inciter massivement tous ceux qui utilisent ce type d'alimentation et qui le peuvent, à se convertir au chauffage au bois ou autre renouvelable.

Il y a déjà depuis bien longtemps des campagnes contre les risques de la route. On peut aussi faire la même chose dans ce domaine. Car au fond le risque est réel.

# Une hausse conjoncturelle du prix des carburants

Les prix de l'essence connaissent leur plus forte hausse depuis 2 ans. Des qualificatifs de « flambée » ou « sévère » font florès. Mais pour l'instant, nous ne sommes pas encore dans une situation de « vraie » crise.

Les facteurs concourant à la hausse du prix des carburants, le sans-plomb 95 qui est à 1,39 € en moyenne, ou le 98 à 1,42 sont :

- La baisse de l'euro
- Le froid précoce qui tire la demande
- La hausse du prix du brut

Pas de panique sur les marchés, pas de chaos, pas de réelle flambée des cours.

Pour l'instant, on rejoint les cours d'octobre 2008.

Le [pétrole](#) a deux cotations distinctes, assez proches : celui côté à Londres et celui de New-York.

Hier, le Brent de la mer du Nord était côté à 90,67 €

Le pétrole de New-York, le WTI était à 88,37 \$.

Pour l'instant, la situation est conjoncturelle et on ne sait pas si on est déjà rentré dans la crise

Si on y rentre progressivement et par la petite porte, ce n'est déjà pas si mal.

On verra ce qu'il en est dans quelques mois.

A suivre donc.



## Le gaz naturel est-il l'avenir du pétrole ? Bof...

La transformation du gaz naturel en carburant liquide est l'une des solutions majeures envisagées pour palier la raréfaction du pétrole conventionnel. Coûteuse, complexe, polluante, elle n'a rien d'une solution miracle.



'The Pearl', l'usine de "Gas-to-Liquid" de Shell au Qatar, la plus grande du monde, est [en cours de test](#). Elle doit atteindre une production de 140 000 barils par jour. Coût : 18 milliards de dollars. 'Shell' signifie coquillage. 'The Pearl', c'est la perle.[DR Shell]

L'exploitation du gaz naturel est pour l'industrie énergétique LA priorité stratégique du moment. Pour 3 raisons :

- [le prix du baril devrait repartir à la hausse](#), rendant plus rentables les coûteuses usines qui permettent la transformation du gaz en carburant liquide - le *Gas-to-Liquid* (GTL) en anglais. Un décollage du prix du pétrole est notamment [annoncé par la Deutsche Bank, Goldman Sachs et JP Morgan](#). Cette dernière s'attend à voir le prix du baril atteindre 100 dollars au cours du premier semestre 2011, puis 120 dollars en 2012 ;

- [la production de pétrole conventionnel n'augmentera plus « jamais »](#). Le maximum historique (le 'peak oil', ou pic pétrolier), a été franchi en 2006, a reconnu en novembre l'Agence internationale de l'énergie. L'Agence insiste : il est désormais vital pour l'industrie du pétrole – et pour la croissance mondiale – de développer, et vite, toutes les formes possibles de pétrole non-conventionnel, aux premiers rangs desquels figurent les pétroles lourds, la liquéfaction du charbon et... la liquéfaction du gaz naturel ;
- Au contraire du pétrole, la production de gaz naturel est [vigoureusement relancée par le boom de l'extraction des gaz de schistes](#).

**Les gaz de schistes ?** Attardons-nous sur cette « nouvelle frontière » de l'énergie.

Depuis 5 ans, une ruée vers les gaz de schistes a lieu aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada. Au Texas, dans les Appalaches ou dans le Colorado, les puits d'extraction poussent chaque année par centaines. Les techniques se diversifient et s'améliorent sans cesse, [faisant chuter le prix du gaz](#). Une chute qui contribue elle aussi à rendre la liquéfaction du gaz en pétrole beaucoup plus compétitive.



Comté de Garfield, Colorado. Chaque point est un puits d'extraction de gaz de schistes. [Google]

**Du coup, certains n'hésitent pas à présenter le *gas-to-liquid* comme une alternative face à la raréfaction du pétrole conventionnel. Sauf qu'il y a deux 'hic'.**

### ***hic n°1 : LES EXTRACTIONS - polluantes et instables***

Un peu partout aux Etats-Unis et au Canada, les plaintes de riverains de puits de gaz de schistes se multiplient. Le « fracking », la technique très gourmande en eau qui permet de fracturer la roche pour en extraire le gaz, fait souvent appel à des substances chimiques toxiques (glycols, toluène) qui se retrouvent dans l'eau potable, rapporte [CNN](#).

Et puis une fois libéré dans le sous-sol, le gaz naturel est très difficile à contrôler : dans un [reportage vidéo](#) de CNN, un homme montre qu'il y a du méthane dans l'eau qui sort de son robinet. Et il n'est pas le seul dans son coin.

L'ennui, c'est que pour espérer maintenir une production élevée de gaz de schistes, il faut sans cesse creuser de nouveaux puits. Il est très difficile de faire remonter le gaz à travers les couches de schistes, qui sont peu perméables. Conséquence : d'abord importante, la production chute ensuite très rapidement. Il est courant de voir les extractions d'un puits s'effondrer de 50 % dès la première année !

Outre les dégâts pour l'environnement, cette nécessité de lancer constamment de nouveaux forages risque de poser à terme un problème de rentabilité. Certains analystes redoutent que la baisse du prix du gaz naturel entraînée par le développement rapide des gaz de schistes en Amérique du Nord ne décourage le développement d'un nombre de nouveaux puits suffisant pour maintenir une production élevée et stable.

**Les schistes du sous-sol français recèleraient des quantités importantes de gaz naturel.**

Entre Montélimar, Nîmes et Millau, le géant français Total dispose de toutes les autorisations pour mener une campagne de prospection à la recherche de gaz de schistes, raconte une enquête publiée par le site français [Owni](#). Les dommages que pourrait causer l'extraction de

gaz de schistes vont à l'encontre, souligne Owni, de nombreux principes validés par le Grenelle de l'environnement, [notamment celui de la préservation des ressources en eau](#). A fortiori dans une région où ces ressources sont fragiles.

**En Pologne**, on attend beaucoup du développement des gaz de schistes. Les majors américaines (Exxon, Chevron et ConocoPhillips) y ont acquis de nombreuses concessions. Mais là encore, les difficultés et les incertitudes demeurent immenses, à la fois techniques et écologiques, note le [New York Times](#).

L'Agence internationale de l'énergie tranche : [les gaz de schistes ne sont pas la solution miracle pour l'Europe](#).

## **hic n°2 : LA LIQUÉFACTION - de biens grosses usines...**

Une fois le gaz naturel extrait (qu'il s'agisse de gaz conventionnel ou de gaz de schistes), il faut le transformer en carburant liquide.

L'industrie maîtrise depuis longtemps la technique du [gaz naturel liquéfié](#), qui permet de faire passer le gaz naturel à l'état liquide à très basse température, pour le stocker et le transporter, avant de le regazéifier [*version corrigée, voir commentaires*].

Mais le monde compte encore très peu d'installations industrielles qui sont [capables de transformer de façon définitive le gaz en carburant liquide](#). 'The Pearl', la nouvelle usine de Shell au Qatar (voir photo ci-dessus) sera de loin la plus importante. Elle occupe la surface d'une très grande raffinerie classique.

Les capacités actuelles de production de GTL sont estimées à 250 000 barils / jour.

Des chercheurs américains ont évalué le potentiel maximal de développement d'usines de GTL telles que 'The Pearl'. L'hypothèse de Robert Hirsch et de son équipe est celle d'un « [programme mondial de crash](#) » mis en place afin de faire face à un déclin imminent, jugé probable, de la production mondiale de pétrole.

Leur conclusion : au mieux, l'industrie mondiale pourrait parvenir à bâtir 10 usines équivalentes à 'The Pearl' en l'espace de 10 ans, soit une production évaluée à **1,5 million de baril / jour (mb/j)**.

Dans son dernier rapport annuel, l'AIE prévoit que les extractions des puits de pétrole aujourd'hui en activité vont chuter de 20 mb/j au cours des 10 prochaines années. La demande mondiale de pétrole actuelle se situe au-dessus de 80 mb/j, et elle augmente.

## Le baril de nouveau vers les 100 dollars en 2011

A l'issue de sa dernière réunion samedi à Quito, l'Organisation des pays exportateurs de [pétrole](#) (OPEP) a maintenu comme prévu ses quotas de production 24,84 Mb/j.

C'est le même scénario de la [dernière réunion](#) tenue au mois d'octobre à Vienne.

Les raisons invoquées sont au nombre de trois :

- La baisse du dollar
- Les incertitudes économiques dans les pays de l'OCDE
- Des stocks bien pourvus

Mais sur le fond, nous sommes maintenant dans une logique de baisse de la production du pétrole conventionnel à la suite de l'annonce du [pic pétrolier en 2006](#) (plafond historique de production) par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

Même l'AIE ne prévoit au plus qu'un maintien de la production dans les années à venir. Maintien éminemment sujet à caution.

Bien malin qui pourra dire comment les prix vont évoluer, cela dépend en bonne partie de la demande.

Nous sommes entrés dans la zone du déclenchement de la crise pétrolière, pour l'instant on assiste à une remontée tranquille et régulière des cours.

Cela n'est pas forcément fait pour durer.



# L'Amérique latine gaspille sa rente pétrolière et minière dans un système d'assistance clientéliste

Ce texte, publié originellement en espagnol par [Ecoportal](#), a été traduit par Marie Uteau, [traductrice bénévole pour rinoceros](#).

**Assez de rhétorique sur le « bien vivre », il est temps que les peuples décident de la manière d'investir les revenus des pays à « ADN extractiviste », exhorte le IIe Forum du Réseau latino-américain sur les industries extractives.**

L'Équateur et la Bolivie sont nés en tant que Républiques libres et indépendantes au XIXe siècle ; ils se sont déclarés États nationaux et souverains au XXe siècle, et, en ce début de XXIe siècle, se refondent comme des États plurinationaux pro-socialistes. Pourtant, jusqu'à ce jour, ces pays sont intégrés dans le marché mondial comme simples fournisseurs de ressources naturelles, aussi soumis et dépendants que les semi-colonies d'il y a deux siècles. C'est l'analyse dressée, fin août à La Paz, par des chercheurs et des experts de sept pays lors du IIe Forum du Réseau latino-américain sur les industries extractives.

« Nos pays ont un ADN 'extractiviste', ils se sont habitués à vivre des richesses de la nature, à exporter des matières premières et à jouer le rôle de perdants dans le commerce international. », explique Alberto Acosta (ex-président de l'Assemblée constituante d'Équateur) aux délégués d'organisations de Bolivie, Pérou, Brésil, Mexique, Colombie, Chili et Équateur venus participer au IIe Forum régional hébergé par la Plateforme énergétique de Bolivie.

Acosta ajoute que « les gouvernements d'Evo Morales et de Rafael Correa écrivent et parlent beaucoup du 'bien-vivre' et d'une relation harmonieuse avec la nature. Néanmoins, tous leurs programmes de développement et de croissance économique reposent sur un 'néo-extractivisme' des ressources naturelles non renouvelables, entraînant des dégâts environnementaux chaque fois plus sérieux ».

Les entreprises pétrolières des États plurinationaux d'Équateur et de Bolivie agissent « avec une logique similaire aux multinationales, particulièrement dans leurs relations avec les populations indigènes ». De plus, les présidents Morales et Correa parient eux aussi une nouvelle fois sur un développementisme basé sur l'exportation de matières premières, un modèle paupérisant qui a échoué historiquement.

Ce qui est le plus préoccupant est le gaspillage irresponsable de la rente minière et pétrolière pour le financement d'une espèce d'un système clientéliste d'assistance, observe Acosta.

« Il n'existe pas de discussion sérieuse et profonde dans nos pays sur ce que nous souhaitons faire avec la rente pétrolière... Ces dernières années, l'argent n'a pas contribué à combler les écarts de développement ni à améliorer l'égalité ; il a été utilisé pour les dépenses courantes et le financement de la bureaucratie », critique l'experte mexicaine Rocio Moreno.

Les gouvernements d'Amérique Latine donnent l'impression d'utiliser les recettes de l'exploitation des ressources naturelles pour distraire la population, en retardant, voire en éludant, les grandes réformes en suspens dans les secteurs fondamentaux de l'économie.

## **La mauvaise utilisation de la rente minière et pétrolière**

En Amérique latine, il existe des formes très hétérogènes de redistribution des rentes pétrolières et minières. Mais l'utilisation de ces ressources n'a pas permis de combler le fossé des inégalités et le retard existants ni d'impulser un développement socioéconomique dans aucun pays de la région, signale l'expert colombien Fabio Velasquez.

« Beaucoup de pétrole a été exploité et nous avons reçu beaucoup d'argent et des crédits importants, pour un maigre résultat : pas de développement, une pauvreté massive ; sans oublier les impacts environnementaux alarmants, comme la pollution atmosphérique, la déforestation massive, les problèmes de santé et les maladies. », souligne Alberto Acosta.

Décrire les graves impacts sociaux et environnementaux de la seule exploitation d'hydrocarbures dans l'Amazonie latino-américaine nécessiterait plusieurs livres. Citons, par exemple, les dégâts environnementaux alarmants provoqués en Équateur par Texaco, qui lègue une dette écologique d'au moins 26 milliards de dollars ; ou l'augmentation de la pollution dans plusieurs régions productrices de Bolivie.

Les dégâts sociaux de l'extraction à outrance sont encore plus graves dans les zones productrices. Celles-ci restent soumises à l'extrême pauvreté, étant donné que les multinationales s'approprient la rente pétrolière ; pendant la longue nuit néolibérale, ces multinationales empochaient plus de 80% des bénéfices.

« Au Pérou, la part de l'État dans les revenus générés par les industries extractives a été insuffisante, particulièrement

dans le secteur minier. La crise de 2008 affecta les profits et la part qui en revenait à l'État. Par la suite, les entreprises ont empoché la majorité des profits extraordinaires permis par les prix élevés ; enfin, en 2009 les chiffres officiels révèlent que la part des revenus allant à l'Etat s'élevait à peine à 11% », assure l'expert péruvien Epifanio Baca.

Velasquez considère que le « boom » pétrolier et minier, résultant des prix élevés sur le marché international, n'a pas été mis à profit pour surmonter la pauvreté régionale ni pour ouvrir les voies du développement. Il ajoute que « rien n'indique que les fossés sociaux, de genre, ethniques, territoriaux, sont en train de disparaître, ni que la pauvreté et l'inégalité vont diminuant. »

« En Bolivie, le programme énergétique du gouvernement met l'accent sur l'exportation du gaz et du pétrole de manière excessive et dangereuse. Cette politique s'explique par une recherche frénétique de nouveaux revenus afin d'honorer ses obligations internes, tels les subventions aux carburants, les avantages sociaux et l'investissement public dans les régions. » signalent Julio Linares, spécialiste du Centre d'études pour le développement du travail et de l'agriculture (CEDLA), et l'expert Juan Carlos Guzman.

Linares et Guzman s'accordent pour dire que le gouvernement d'Evo Morales se met en quatre afin de transformer le pays en « centre exportateur d'énergie de la région » ; mais qu'il prête une trop faible attention au marché interne, important toujours plus de carburant, perdant ainsi en autonomie énergétique et restant loin de concrétiser l'industrialisation visée des hydrocarbures.

La manière dont l'État bolivien investit les revenus générés par les activités extractives a un caractère politique, conjoncturel, reposant sur une vision à court terme. La recherche croissante de rente ne permet pas d'asseoir les bases d'un développement productif solide, ni de surmonter l'extrême dépendance envers les matières premières non renouvelables, observe Guzman.

Le problème le plus grave en Bolivie est l'extrême dépendance envers les revenus tirés des activités extractives, ce qui génère une inquiétante volatilité des revenus fiscaux, de forts déséquilibres financiers régionaux et une dangereuse inertie fiscale, assure le spécialiste Linares.

D'après lui, « l'instabilité du prix international du pétrole conduit à de fortes variations des revenus issus des hydrocarbures... Une éventuelle chute de ces revenus affecterait la gestion publique, principalement à l'échelle régionale. » De plus, l'extrême dépendance envers les ressources distribuées depuis le gouvernement central n'encourage pas les régions autonomes à rechercher leurs ressources propres.

Comme si cela ne suffisait pas, les régions espèrent de plus en plus obtenir le contrôle des activités extractives, comme le lithium à Potosi ou le fer à Puerto Suarez. Leurs aspirations vont à l'encontre des intérêts des régions « non productrices », ce qui constitue une source de conflits potentiels quant à la répartition des richesses.

### **Le chemin vers le « post-extractivisme »**

Les Constitutions politiques des États plurinationaux de Bolivie et d'Équateur préconisent des économies « post-extractivistes », mais les secteurs politiques néo-développementistes, qui doutent de l'existence d'alternatives « réelles » à l'exploitation des ressources naturelles, sont encore très puissants et influents.

Acosta reconnaît que « nous ne sortirons pas de l'extractivisme du jour au lendemain », parce qu'on ne peut pas « fermer tous les champs pétroliers ». Cependant, il appelle à combattre l'idée fausse qu'il serait impossible d'initier une transition plurielle vers une économie « post-extractiviste ».

Il explique que le « post-extractiviste » n'est pas refuser l'exploitation des ressources naturelles. Il s'agit en réalité d'établir des limites biophysiques à cette exploitation, parvenir au développement durable, éliminer la pauvreté et son origine, l'opulence, et enfin, avancer vers une économie post-pétrolière.

« Le pétrole est en train de s'épuiser, et, étant donné la croissance des taux de consommation, nous ne pouvons continuer à être des pays exportateurs de pétrole. », argumente-il. Le changement climatique et le Pic de Hubbert démontrent qu'il n'est pas possible de continuer à extraire les combustibles fossiles à la vitesse actuelle. Il est également nécessaire d'abandonner l'exploitation des hydrocarbures, particulièrement dans les écosystèmes fragiles comme le Yasuni, le Delta du Niger, certains territoires amazoniens comme le Madidi en Bolivie, ou le Parc national du Lac du Tigre au Guatemala.

« Dans ce contexte, il faut tenir compte de l'initiative Yasuni-ITT, qui ouvre la porte à la construction d'une économie post-pétrolière et 'post-extractiviste', dépendant des lois de fonctionnement des écosystèmes. » commente Acosta.

L'économiste équatorien propose d'entreprendre différentes réformes étatiques qui « permettraient d'organiser le monde de manière différente » et de profiter des sources d'énergie et de financements alternatives à l'industrie « extractiviste ». Par exemple, l'hydroélectricité permettrait « d'économiser plus de 2,6 milliards de dollars » en Équateur.

En outre, il suggère de modifier substantiellement le système des subventions en vigueur en Équateur pour « surmonter

les aberrations du secteur énergétique » comme par exemple les subventions au gaz domestique, qui atteignent 600 millions de dollars et qui « bénéficient seulement à hauteur de 20% aux plus pauvres, les 80% restants allant aux grands groupes du pouvoir »

Le débat sur le mécanisme le plus adéquat pour améliorer les revenus a été central dans l'agenda du IIe Forum des industries extractives et, presque tous les intervenants proposèrent une modification du système fiscal qui actuellement sanctionne les populations aux faibles revenus. « Ceux qui possèdent et gagnent le plus contribuent proportionnellement moins en matière d'impôts. », note Julio Linares.

Il faudrait lancer une réforme pour élever la pression fiscale de l'Équateur, qui s'élève à 13%, jusqu'aux niveaux des autres pays de la région, comme la Bolivie (20%), le Chili (25%), ou même l'Europe (40%). Acosta propose aussi « d'augmenter l'impôt sur le revenu des plus riches et l'impôt sur les successions ». « Cela peut être un mécanisme fiscal, un impôt sur les profits extraordinaires ou les paiements généralisés des royalties », ajoute Baca.

Les intervenants de ce IIe Forum s'accordent sur le fait que la construction d'une nouvelle économie post-capitaliste ne dépend pas seulement de réformes fiscales ou du développement d'énergies alternatives, mais aussi, fondamentalement, de la participation citoyenne à la gestion des revenus croissants d'origine pétrolière et minière des États.

C'est pour cela qu'il est essentiel et urgent que les peuples de la région développent des mécanismes de contrôle social effectif et s'opposent aux décisions unilatérales et improvisées de leurs gouvernements.

## Pic pétrolier : l'alerte de l'Iran

**Téhéran évoque une “chute de la production mondiale”. Les extractions iraniennes seraient elles-mêmes sur point de décliner. Un élément pour comprendre pourquoi Téhéran est si pressé de maîtriser l'énergie atomique ?**

Une alerte de plus sur le front du 'peak oil'. Cette fois, elle vient d'Iran. Le représentant de Téhéran auprès de l'Opep, Mohammad Ali Khatibi, a déclaré le 7 décembre ([Reuters](#)) :

« Les marchés internationaux sont proches d'une crise due à une production de pétrole incertaine (...) Le monde s'inquiète de la sécurité des approvisionnements en énergie à cause de l'anticipation d'une chute de la production mondiale de pétrole et d'une chute des approvisionnements issus des pays non-Opep. »



Juillet 2010, des camions citernes remplis de pétrole kurde irakien de contrebande se dirigent vers la frontière iranienne. L'Iran, 4e producteur mondial, n'en reste pas moins très dépendant des importations de brut. [DR Ayman Oghanna pour le [New York Times](#).]

Après le [ministre de l'énergie britannique](#) et le [commissaire européen à l'énergie](#), M. Khatibi est le 3e responsable politique à faire ouvertement état d'une possible crise énergétique imminente due à une insuffisance de la production pétrolière. [Steven Chu, le secrétaire à l'énergie américain est probablement inquiet lui aussi, [a-t-on pu montrer sur ce blog](#).] L'Iran est le second grand pays exportateur de brut à parler d'une possible chute de la production mondiale, [après le Brésil](#). Sauf que le Brésil, grâce à ces nouveaux champs *offshore*, peut tabler sur une hausse de ses propres extractions dans les années futures.

**La production de pétrole de l'Iran serait sur le point d'entrer en déclin.**

L'Agence internationale de l'énergie pronostique [\[pdf, cf. p10\]](#) un recul de 0,7 million de barils par jour (mb/j) des extractions iraniennes d'ici à 2015. La production actuelle est de 4,2 mb/j. Le département de l'énergie américain s'attend lui à une chute de 0,4 million barils par jour (mb/j), toujours d'ici à 2015, [selon un document mis au jour sur ce blog](#).

L'[ASPO](#) - l'association pour l'étude du 'peak oil', qui rassemble des pétrogéologues indépendants - juge également (mais depuis [plus longtemps](#)) que la production iranienne est sur le point de diminuer fortement, faute de réserves suffisantes encore exploitables. Jusqu'à son décès en 2007, l'Iranien [Ali Morteza Samsam Bakhtiari](#) fut l'un des piliers de l'ASPO. Durant sa carrière, le Dr Bakhtiari était un expert important de la compagnie pétrolière nationale iranienne.

La production iranienne ne décline pas, elle est stable depuis 2003.

La situation énergétique de l'Iran n'en est pas moins précaire.

Paradoxe : quatrième producteur mondial, l'Iran manque de capacités de raffinage, et doit importer une part importante de son essence raffinée (entre 20 et 40 % selon les analyses).



Les sanctions adoptées par le conseil de sécurité des Nations unies en juin, en réaction à la politique nucléaire de Téhéran, [compliquent encore la situation](#).

En cas de chute de sa production, l'Iran, qui compte 77 millions d'habitants, pourrait éprouver des difficultés à préserver sa capacité à exporter son pétrole, source de devises vitale pour une nation de plus en plus isolée politiquement et économiquement. Une étude de l'université américaine John Hopkins [publiée en 2006 dans les PNAS](#) envisage que les exportations iraniennes « *tombent à zéro vers 2014-2015* ».

Le montant des réserves iraniennes serait dangereusement surévalué depuis la fin des années 80, ont dénoncé de nombreuses fois les pétrogéologues de l'ASPO (notamment le Dr Bakhtiari). En octobre, l'Iran et l'Irak se sont livrés à un [jeu de surenchères](#) sur les montants officiels de leurs réserves, sans que l'on sache ce qui justifie de telles augmentations.

Au cours des années 70, l'Iran a déjà connu une chute vertigineuse de ses extractions, de 6,1 mb/j en 1974 jusqu'à 1,2 mb/j en 1980, après l'avènement de la République islamique de l'ayatollah Khomeini.

L'industrie pétrolière iranienne n'a depuis jamais retrouvé son niveau de production d'avant le pic de 1974.

1974 fut également l'année du lancement du programme nucléaire iranien (à l'époque, ce programme voulu par le Shah bénéficiait de l'aide de ses alliés américains et français).

**Hypothèse** - Et si le but premier du programme nucléaire de la République islamique n'était pas la bombe A mais bien, comme elle le répète depuis des années, le développement de centrales électriques ? Et si la volonté farouche de Téhéran de disposer de l'énergie atomique s'expliquait aussi par la crainte de devoir parer à un nouvel effondrement de sa production pétrolière ?

# **Agrocarburants : une nouvelle flèche contre la politique européenne**

(17 décembre 2010)

Communiqué de presse

Agrocarburants : une nouvelle flèche contre la politique européenne actuelle

La politique européenne de promotion des agrocarburants doit impérativement être remise en cause. Ce n'est plus uniquement la voix des ONG et des organisations paysannes qui portent ce message, mais la conclusion sans appel d'une récente étude commanditée par le Ministre Magnette, réalisée par le CETRI et présentée aujourd'hui matin.

Le secteur associatif environnemental et de solidarité internationale presse le Ministre de prendre la mesure des conclusions de cette étude et d'appeler à une révision de la politique européenne de promotion des agrocarburants parce qu'il n'est pas possible de résoudre le problème des impacts négatifs par la certification.

Au mois de novembre, l'étude de l'IEEP concluait que la politique européenne actuelle sur les agrocarburants augmentera sensiblement les émissions de gaz à effet de serre au lieu de les diminuer. L'étude publiée aujourd'hui, commanditée par le Ministre du Climat et de l'Énergie Paul Magnette au CETRI (Centre Tricontinental), vise à évaluer l'impact de l'expansion des cultures d'agrocarburants dans les pays extracommunautaires. Le bilan est sans appel : de nouveaux critères de certification, fussent-ils ambitieux, ne pourront en rien endiguer les désastres environnementaux et sociaux, déjà visibles dans les pays du Sud, suite à l'imposition européenne de 10% d'énergies renouvelables (constituées à plus de 95% d'agrocarburants) dans le transport à l'horizon 2020. Car il sera impossible d'atteindre l'objectif de l'Union Européenne sans avoir recours massivement à l'importation...

Déforestation, privatisation de l'accès à des ressources naturelles vitales, conditions de travail dégradantes (parfois proches de l'esclavage), déplacement des cultures alimentaires, renforcement de la dépendance alimentaire et même augmentation importante des émissions de gaz à effet de serre... Voici quelques-uns des constats tirés de cette étude, un bilan « accablant » qui engage directement la responsabilité publique.

En s'imposant des objectifs contraignants qui obligent le recours à des agrocarburants importés, la Commission Européenne et les États membres de l'Union se portent de facto responsables des impacts désastreux, pourtant maintes fois critiqués par les ONG environnementales, les organisations paysannes et de solidarité internationale et des organisations multilatérales : « Les impacts causés par l'obligation du recours aux biocarburants ne sont pas le résultat de tendances de longue période ou de responsabilités complexes et diffuses. Ils sont le résultat de décisions politiques explicites, parfaitement identifiables et datables », rappelle l'étude.

Longtemps réclamée par les organisations paysannes et les associations Nord-Sud, cette étude a le mérite de faire le point sur les possibilités de maîtrise de ces effets négatifs. L'étude montre que des « critères de durabilité », ne suffiront pas à endiguer les effets négatifs massifs de pratiques agricoles non durables au Sud et de la politique énergétique et de transport européen actuelle, basée sur des « besoins » de transport et de mobilité toujours croissants. En effet la certification ne permet pas de prendre en compte les effets indirects importants de la production d'agrocarburants. Quels que soient les critères identifiés, elle continuera à poser question sur l'essentiel : Comment rendre responsable un producteur d'agrocarburants des conséquences du déplacement de la production alimentaire dans une autre région ou un autre pays ? Comment le rendre individuellement responsable du renforcement de la dépendance alimentaire d'une région ou d'un pays ? Comment lui imputer la responsabilité de la stratégie de survie de paysans qui ont perdu ou vendu leur terre et iront produire ailleurs avec ou sans déforestation ?

« Présidant en ce moment le Conseil de l'Union Européenne, [la Belgique] a l'opportunité de mettre la question des agrocarburants sur la table. Mais ce n'est pas en proposant une nouvelle version des critères de durabilité qu'elle fera évoluer un débat qui s'est enlisé. Il faut changer de paradigme et mettre en chantier un autre type de réflexion et de mesures (...) », souligne l'auteur de l'étude.

Les ONG environnementales, les organisations paysannes et de solidarité internationale pressent le Ministre Magnette, qui a reconnu aujourd'hui les effets pervers potentiels d'une politique contraignante en matière d'agrocarburants, de prendre la mesure des conclusions de l'étude qu'il a lui-même commanditée. Elles lui demandent d'appeler, alors que la Belgique préside le Conseil Européen, à une révision profonde et urgente de la politique d'imposition des agrocarburants et à un contrôle strict et régulé de la production sur le sol européen.

Aujourd'hui il est devenu impossible de justifier l'obligation d'imposer les 10% « d'énergies renouvelables » dans le

transport. En effet, les Etats membres prévoient de répondre à cet engagement pour moitié par l'importation. L'étude démontre de manière incontestable que cette obligation – même avec une certification – sera de toute manière extrêmement néfaste pour la sécurité alimentaire, la biodiversité et la durabilité de l'agriculture au Sud. Ceci d'autant plus dans un contexte de volume de transport croissant. C'est un risque qui d'aucune manière ne peut être pris.

« Cette situation appelle, non une réponse réglementaire et la poursuite de vaines discussions sur les critères de durabilité et de non-durabilité, la certification, les calculs de GES et l'estimation chiffrée d'effets indirects. Elle appelle une réponse politique concertée (...) sur la remise en cause en tant que telle de la politique de promotion du recours aux agrocarburants (...) ».

**IEW (Céline Tellier) CNCN-11.11.11 (Stéphane Desgain) IEB (Mathieu Sonck) Oxfam solidarité (Thierry Kesteloot) SOS Faim (Virginie Pissort) Vredeseilanden (Saartje Boutsen) FUGEA (Xavier Delwarte) Bond Beter Leefmilieu (Sara Van Dijk) Greenpeace (Jonas Hulsens) Natuurpunt (Willy Ibens) Bral (An Descheemaeker) Vodo (Gert Vandermosten) Wervel (Luc Vankrunkelsven) Contact : Stéphane Desgain - 0475.76.90.61 Céline Tellier - 081/390 769 Xavier Delwarte - 0476.42.39.02**

# Le baril de pétrole à 200 dollars envisagé par Richard Branson

Richard Branson estime que le [baril de pétrole peut très bien s'élever à 200 dollars \(vf\)](#) si le monde n'engage pas plus rapidement une transition de son modèle énergétique, « en économisant l'énergie et en développant des carburants alternatifs ».

Depuis Cancun où il assistait au Sommet sur le Climat, le très charismatique patron de Virgin Atlantic, prévoit un « effondrement économique » particulièrement douloureux si les gouvernements ne font pas davantage d'efforts.

« Nous allons vers la plus grave de toutes les récessions si nous ne réglons pas rapidement notre problème de politique énergétique ».

Il accentue ses propos en évoquant une possible augmentation du chômage US à 15 %

## Une scène d'émeute ordinaire en Grèce

Voilà aussi un autre visage de *la crise du pétrole* : des centaines de manifestants qui s'en prennent violemment à la police anti-émeutes et qui passent à tabac l'ancien ministre du Développement Kostis Hatzidakis. Les jets de cocktails Molotov vont bon train et des gaz lacrymogène sont allègrement dispersés.



La scène se passe à Athènes au mois de décembre lors d'une manifestation contre les dernières mesures d'austérité du gouvernement.

Voilà à quoi peut ressembler une scène d'émeute...c'est la raison pour laquelle il faut tout faire, chacun à son niveau pour éviter d'en arriver là, où le moins souvent possible, si on veut être réaliste.

La *fin du pétrole bon marché*, ce ne sont pas que : énergies [renouvelables](#), agriculture bio, relocalisation, autarcie dans le chauffage, déplacement en véhicule électrique, etc..

Mais aussi effondrement économique et anomie.

Le terme *anomie*, qui vient justement et comme souvent du grec signifie : Etat d'une société caractérisée par une désintégration des normes réglant la conduite des hommes et qui assurent l'ordre social.

C'est le français Emile Durkheim, un des fondateurs de la sociologie moderne qui, le premier, a introduit le terme en 1893 dans *De la division du travail social*.

Il emploie ensuite ce terme pour désigner le recul des valeurs qui conduisent à la destruction ou à la diminution de l'ordre social où le manque de lois et de règles ne peuvent plus garantir la paix civile.

Le terme anomie est aussi utilisé (1) pour désigner des sociétés ou des groupes qui souffrent du chaos dû à l'absence de règles communément admises, ou pire dû à des comportements promouvant l'isolation ou même la prédation plutôt que la coopération.

Cette dernière définition s'applique très bien à une société déstructurée qui naît de l'explosion du prix du baril et du délitement des valeurs.

En ce qui concerne la vidéo, ne sera pas forcément comme cela et pas partout, mais c'est beaucoup plus qu'une simple éventualité et dans beaucoup d'endroits.

(1) Wikipédia pour partie

## Une baisse de l'électricité en trompe-l'oeil

Pour les 625 000 personnes bénéficiaires du tarif social de l'électricité appelé aussi « tarif de première nécessité », les abattements appliqués à la facture de base augmenteront de 10 points pour les porter de 40 à 60 % au lieu de 30 à 50 %.

Cette décision prise par le ministre de l'Industrie Eric Besson, fait suite à un [rapport du médiateur national de l'énergie](#), qui constate une explosion – multiplication par dix – des réclamations des consommateurs au sujet de leur facture d'électricité.

Pour autant, le nombre de ménages éligibles à ce tarif social a baissé de un tiers en un an, soit plus de 300 000 personnes qui sont passées à la trappe.

Il aurait mieux valu garder les mêmes règles pour tout le monde : même nombre de personnes et mêmes abattements.

Dans l'histoire, il y a l'effet d'annonce : l'électricité moins chère pour les ménages modestes.

Une autre réalité : 300 000 bénéficiaires rayés des listes.

Source :

Presse généraliste

# Le pétrole au plus haut depuis deux ans, après chute des stocks américains :



Une plate-forme pétrolière dans le Golfe du Mexique  
© AFP/KEER-MCGEE/Archives

Les prix du pétrole sont grimpés à leurs plus hauts niveaux depuis plus de deux ans, à Londres comme à New York, après l'annonce d'une forte baisse des stocks pétroliers américains propre à rassurer les investisseurs.

Vers 17H00 GMT (18H00 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février s'échangeait à 93,62 dollars sur l'InterContinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 42 cents par rapport à la clôture de mardi.

Il a bondi jusqu'à 93,94 dollars, un niveau sans précédent depuis le 3 octobre 2008.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en février, dont c'est le second jour comme contrat de référence, progressait quant à lui de 53 cents à 90,35 dollars, après avoir monté jusqu'à 90,80 dollars, également un sommet depuis octobre 2008.

Sur un marché en volume restreint avant les congés de Noël, les cours du baril ont salué l'annonce par le Département américain de l'Énergie (DoE) d'un recul sensible des réserves pétrolières aux États-Unis sur la semaine achevée le 17 décembre.

Le DoE a fait état d'une chute de 5,3 millions de barils des stocks de brut, bien plus prononcée que le recul de 2,3 millions de baril sur lequel tablaient les analystes. La semaine précédente, le rapport avait déjà fait part d'une baisse de près de 10 millions de barils.

Les stocks de produits distillés (dont le gazole et le fioul de chauffage) ont quant à eux reculé de 600.000 barils, comme anticipé par le marché, tandis que les stocks d'essence ont augmenté de 2,4 millions de barils, davantage qu'attendu.

"L'impression d'ensemble est bonne et favorise de nouveau une hausse des cours, mais il faut garder à l'esprit que ces données sont largement influencées par l'approche des inventaires de fin de l'année par les raffineries" du sud des États-Unis, relevait Torbjorn Kjus, de DnB Nor Markets.

"Avoir des stocks bas en fin d'année leur permet d'avoir un rabais sur leurs impôts", expliquait-il.

La demande aux États-Unis, premier consommateur mondial, est cependant robuste: sur les quatre dernières semaines, les Américains ont consommé en moyenne 19,7 millions de barils par jour (mbj) de produits pétroliers, une hausse de 4,1% par rapport à la même période l'an passé.

La vague de froid sévissant en Europe et dans une partie des États-Unis continuait par ailleurs d'apporter son soutien au marché, stimulant la consommation des produits pétroliers.

"Les prix de l'essence et du fioul de chauffage atteignent des prix significatifs, alors il faut s'attendre à ce que les cours du brut suivent la tendance. C'est seulement une question de temps avant que le renchérissement des prix des produits raffinés ne se répercute" et poussent les cours encore plus haut, observaient les experts du courtier américain Cameron Hanover.

Sur le front macroéconomique, les indicateurs publiés mercredi aux États-Unis offraient un tableau en demi-teinte: ainsi, si les ventes de logements anciens aux États-Unis ont rebondi en novembre, la révision à la hausse de la croissance américaine au troisième trimestre a été moindre qu'attendu.

# Paul Krugman et « Le monde fini » dans le New York Times

Dans un article du 26 décembre publié dans le [New York Times](#) et intitulé « *Le Monde Fini* », Paul Krugman pense que la hausse des cours des matières premières dont celle du [pétrole](#) est lié au fait que nous vivons dans un monde fini. Et où la croissance rapide d'économies émergentes qui fait pression sur les provisions limitées de matières premières influe sur la hausse des cours.

Il ajoute que « la production de pétrole a plafonné pendant 4 ans, en ce sens le [pic pétrolier](#) est arrivé ».

« Le monde fini » selon lui ne mettra pas un terme à la croissance économique, mais nécessitera que nous changions progressivement nos habitudes, adaptant notre économie et notre style de vie à la réalité de ressources plus coûteuses.

*Paul Krugman a obtenu le prix Nobel d'économie en 2008, et est éditorialiste depuis 2000 dans le New York Times.*

Source :

Paul Krugman, » *The Finite World* », New York Times, 26/12/2010



# 2010, année record pour les matières premières

L'Expansion.com avec AFP - publié le 31/12/2010

**Métaux, sucre, coton, caoutchouc, or, pétrole... les records n'ont cessé de se bousculer au second semestre, et jusque dans les derniers jours de décembre.**



Les prix du blé sur les marchés financiers sont dopés par la sécheresse qui dévaste les cultures en Russie depuis le début juillet.

Reuters / Sergei Karpukhin

Des denrées alimentaires aux métaux de base, les cours des matières premières terminent 2010 sur une série de records, après s'être envolés cette année, dopés par la faiblesse du dollar, la croissance chinoise, l'appétit des spéculateurs et une raréfaction de l'offre.

Métaux, sucre, coton, caoutchouc, or... les records n'ont cessé de se bousculer au second semestre, et jusque dans les derniers jours de décembre.

**Le cuivre** est grimpé cette semaine jusqu'à plus de 9.600 dollars la tonne, un sommet historique. A l'image des cours du métal rouge, qui ont triplé en deux ans, d'autres métaux industriels ont décollé cette année: le nickel a progressé de 30% et l'étain -- monté en novembre à un prix jamais vu -- de 60%.

A la demande industrielle des pays émergents et de la Chine, premier consommateur mondial de métaux de base, s'ajoute un appétit accru des investisseurs spéculatifs, qui anticipent l'introduction de produits boursiers (les ETF) adossés à des stocks physiques de métaux. En face, la production est à la peine: ainsi, les déboires au Chili de la troisième plus grosse mine de cuivre du monde, paralysée par une grève puis la fermeture d'un port, ont exacerbé les tensions. De plus, l'affaiblissement du dollar rend plus attractives les matières premières libellées dans cette devise.

Voracité chinoise et production en berne, pénalisée par des pluies en Asie du sud-est : voilà encore le cocktail qui explique l'envolée des cours du **caoutchouc**, très prisé dans l'automobile, à des niveaux historiques.

Les prix des **denrées alimentaires** ont quant à eux été stimulés par des conditions météorologiques très défavorables aux récoltes. Outre la canicule estivale en Russie, le phénomène climatique "la Niña" est montré du doigt: on lui attribue des inondations en Australie et au Pakistan, des pluies désastreuses dans le nord de l'Amérique latine, et un temps excessivement sec au Brésil et en Argentine, tous d'importants producteurs.

Après un embargo de la Russie sur ses exportations, les prix **du blé** ont bondi d'environ 80% entre juin et début août, au plus haut depuis deux ans, avant de refluer. Sur l'année, ils ont doublé. Dans leur sillage, maïs et soja ont terminé 2010 à leur meilleur niveau depuis août 2008.

**Le sucre** n'est pas en reste : les récoltes au Brésil et en Australie attisent les inquiétudes des acheteurs, suspendus à d'éventuelles exportations de l'Inde, deuxième producteur de la planète. Résultat, le sucre brut a grimpé de 140% depuis juin à New York pour atteindre cette semaine un pic depuis trente ans.

Quelques jours auparavant, le prix de **la livre d'arabica** bondissait à un sommet en 13 ans, après un gain de plus de 80% en six mois, porté par des craintes sur la production d'Amérique centrale et de Colombie.

Victime aussi d'aléas météorologiques, **le jus d'orange** a atteint son plus haut niveau en plus de trois ans mi-décembre à New York, alors que le gel menace les cultures d'agrumes de Floride.

La spéculation joue par ailleurs un rôle croissant: un fonds britannique a ainsi accaparé en juillet la quasi-totalité du **cacao** disponible à Londres, poussant les prix à un niveau record en 33 ans.

De son côté, **le coton**, pâtissant de perspectives de récoltes médiocres aux Etats-Unis, premier pays exportateur, est monté avant Noël à un prix jamais vu depuis la Guerre de Sécession américaine, il y a un siècle et demi.

Les prix du **pétrole**, là encore dopés par la consommation chinoise, achèvent de même l'année en grande forme, le baril ayant franchi en décembre le seuil des 90 dollars à Londres comme à New-York pour la première fois depuis octobre 2008, avec en ligne de mire la barre des 100 dollars en 2011.

Enfin, **l'or** brille plus que jamais: son rôle de valeur refuge l'a fait voler de record en record, engrangeant 25% sur l'année, tandis que l'argent, au plus haut depuis trente ans, a progressé de 83%.